

Surmonter la crise de Covid-19 avec équité :

Le combat pressant pour la souveraineté alimentaire en Afrique du Nord

Ali Amouzai et Sylvia Kay
Septembre 2021



ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG

مكتب شمال إفريقيا
North Africa Office

Auteur-e-s : Ali Amouzai et Sylvia Kay

Editeur-trice-s/Réviser-euse-s : Katie Sandwell et Hamza Hamouchene

Traduction de l'arabe à l'anglais: Yasmine Haj

Traduction de l'anglais au français : Nellie Epinat

Mise en page : Bas Coenegracht

Publié par le Transnational Institute – www.tni.org

Amsterdam, septembre 2021

Ali Amouzai est un activiste et chercheur marocain. Il est membre du mouvement syndical socialiste révolutionnaire Almounadil-a et militant au sein du Mouvement du 20 février. Il a écrit un certain nombre de rapports de recherche et d'articles qui ont été publiés sur différents sites Web, notamment sur ceux d'ATTAC-Maroc et du Réseau d'Afrique du Nord pour la souveraineté alimentaire.

Sylvia Kay est politologue. Elle a rejoint TNI en 2011 en tant que chercheuse sur les questions relatives aux régimes fonciers, à la gouvernance des ressources naturelles et aux systèmes alimentaires. Elle a rédigé diverses études et notes d'orientation pour TNI sur l'accaparement des terres et des ressources hydriques, le rôle des politiques publiques dans le développement rural et les différents modèles d'investissement agricole.

Le contenu de ce rapport peut être cité ou reproduit à des fins non commerciales, à condition que la source d'information soit correctement citée. TNI apprécierait de recevoir une copie ou un lien du texte dans lequel ce document est utilisé ou cité. Veuillez noter que pour certaines images, les droits d'auteur peuvent être détenus par des tiers et que ces droits sont régis par ceux en vigueur dans la source originale. <http://www.tni.org/copyright>

Cette publication a bénéficié du soutien de la Fondation Rosa Luxemburg grâce à des fonds du ministère de la Coopération économique et du Développement de la République fédérale d'Allemagne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité des auteurs et ne reflète pas nécessairement la position de la Fondation Rosa Luxemburg.

**“Le pain et les olives assurent
la solidité d’une maison”**

- Proverbe égyptien

**“Le pain et l’eau éliminent
le chagrin d’un cœur”**

Moroccan proverb - Proverbe marocain

**“Pour être ton propre maître,
tu dois manger ce que ta
pioche produit”**

- Déclaration d’un agriculteur tunisien au Groupe de travail
pour la souveraineté alimentaire (Tunisie)

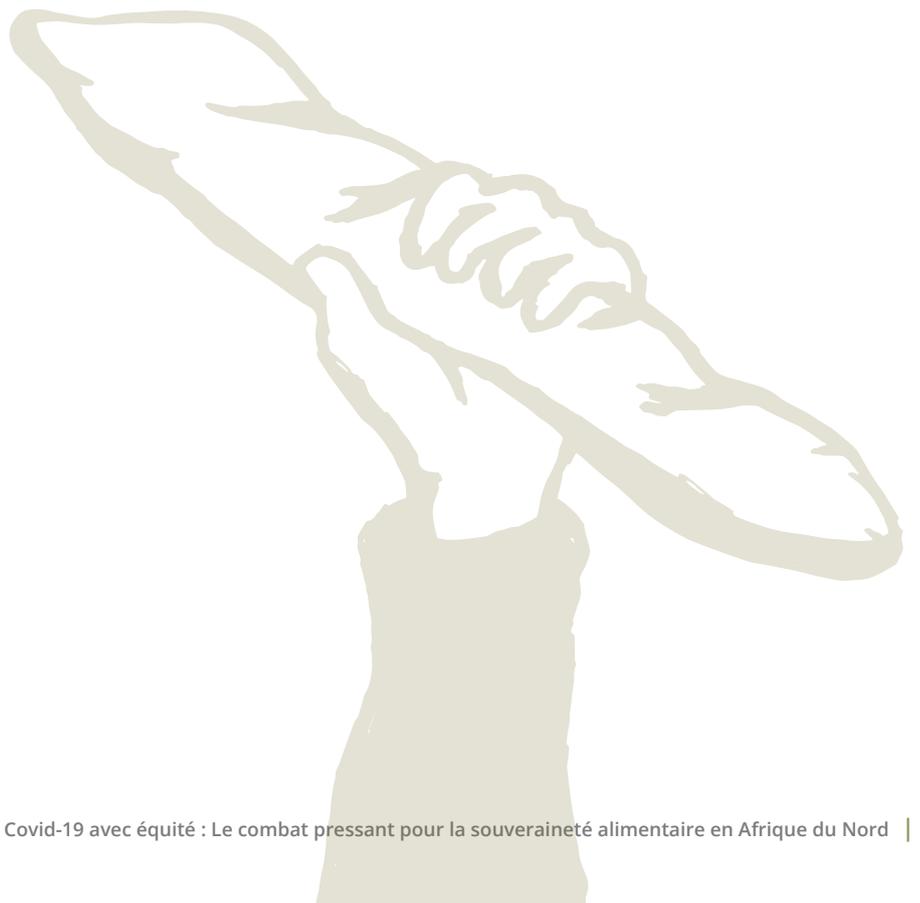


Table des matières

Préface	5
Introduction	6
1. Les racines de la crise et de la résistance	6
Lignées de révolte	6
La crise alimentaire mondiale de 2007-2008	9
Une situation de dépendance alimentaire croissante	10
2. Les impacts de la Covid-19 sur les travailleur·euse·s et les systèmes alimentaires en Afrique du Nord	12
Bouleversement économique et perturbation des chaînes d'approvisionnement	12
Effondrement des revenus et des moyens de subsistance des travailleur·euse·s	14
La petite agriculture frappée par la fermeture des marchés	16
La double charge imposée aux femmes	18
Augmentation de la faim, de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire	21
3. Les réponses officielles à la crise	22
Stockage, interdictions d'exportation et autres ajustements commerciaux	22
Aide d'urgence	23
Reprise des activités... comme si de rien n'était	25
4. Surmonter la crise de Covid-19 avec équité	26
Une transition vers la souveraineté alimentaire, l'agroécologie et les systèmes de production alimentaire locaux	27
Construire une lutte unie pour la souveraineté alimentaire	28
Notes de fin de document	30

Préface

La crise sanitaire et économique, exacerbée par l'apparition de la pandémie de Covid-19, n'a pas épargné l'Afrique du Nord. Des blocages économiques et des mesures de santé publique d'urgence ont été instaurés dans toute la région en 2020 et 2021. Les conséquences directes de ces mesures ont été particulièrement graves pour les petit·e·s producteur·rice·s alimentaires, les ouvrier·ère·s agricoles, les pêcheur·euse·s et les petit·e·s éleveur·euse·s. Avec la fermeture des marchés, les gens n'ont pu ni vendre leurs produits ni acheter les intrants nécessaires à la production, ce qui a fait chuter leurs revenus. Parallèlement, les grandes sociétés agroalimentaires ont bénéficié de mesures étatiques, notamment d'injections de fonds publics sous forme d'allègements fiscaux, d'incitations fiscales, de soutien technique et d'aides financières directes.

L'interruption ou la baisse des revenus des producteur·rice·s de denrées alimentaires a eu des répercussions sur le système alimentaire de millions de travailleur·euse·s en Afrique du Nord, comme dans d'autres régions du monde, et obligé les ménages à réduire la quantité et/ou la qualité de leur alimentation. La malnutrition et la faim, déjà en hausse avant même la pandémie, se sont ainsi aggravées.¹ Les groupes plus vulnérables, comme les femmes, les réfugié·e·s et les étudiant·e·s, sont parmi les plus touchés par les répercussions sociales de la crise financière exacerbée par la pandémie.

Lors de la préparation de cette étude, les auteur·e·s se sont heurté·e·s à un véritable obstacle, à savoir la rareté de la littérature relative aux petit·e·s producteur·rice·s alimentaires, qui contraste avec l'abondance de rapports documentant les effets de la pandémie sur l'économie mondiale, le commerce mondial, les conditions du marché et les prix du pétrole. Des institutions comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) parlent au nom des entreprises transnationales et du capital international, et ignorent les petit·e·s producteur·rice·s.

Il appartient aux organisations de petit·e·s producteur·rice·s et travailleur·euse·s de l'agroalimentaire et à leurs allié·e·s de mettre en lumière la situation et les luttes de ces personnes, comme le Réseau d'Afrique du Nord pour la souveraineté alimentaire s'est efforcé de le faire depuis sa création. Cette étude est donc le fruit d'un

travail qui s'est développé avec le Réseau et qui s'appuie sur des études des systèmes agro-alimentaires régionaux, dont certaines ont été menées par les allié·e·s ou les organisations affiliées du Réseau :

- *Notre alimentation, notre agriculture, notre souveraineté. Analyse des politiques tunisiennes à la lumière de la souveraineté alimentaire*, Le groupe de travail pour la souveraineté alimentaire – Tunisie, 2019.²
- *Pour la souveraineté alimentaire au Maroc : Étude de terrain sur les politiques agricoles et le pillage des ressources*, ATTAC Maroc, membre du CADTM (Comité pour l'Abolition des Dettes illégitimes), 2019.³
- *Souveraineté foncière et alimentaire en Algérie : La paysannerie algérienne entre dépossession coloniale et bouleversements de l'Infatih*, Hamza Hamouchene, 2019.⁴
- *Terre, agriculteurs et investisseurs : une étude des questions agraires en Egypte*, Saker Abdel Sad Hilal El Nour, Al-Maraya for Cultural Production, 2017.⁵

Avec cette étude, nous espérons faciliter une discussion entre les défenseur·euse·s de la souveraineté alimentaire. Au premier plan se trouvent les organisations et les comités de petit·e·s agriculteur·rice·s, de travailleur·euse·s agricoles, de pêcheur·euse·s, de communautés autochtones et de fédérations de consommateur·rice·s, qui produisent des aliments nutritifs pour leurs communautés et luttent contre les politiques qui servent les grandes entreprises alimentaires. Nous espérons également que cette contribution lancera une conversation entre universitaires, étudiant·e·s et intellectuel·le·s, afin de susciter un intérêt accru pour la question de la souveraineté alimentaire et les moyens de rompre avec la dépendance aux importations alimentaires dans notre région.

Le Réseau d'Afrique du Nord pour la souveraineté alimentaire, le 10 février 2021.

Introduction

La fin de 2019 et le début de 2020 ont vu l'émergence d'un nouveau type de virus, le coronavirus. Son taux de transmission élevé et sa propagation rapide dans le monde entier ont conduit l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à classer la maladie COVID-19 qu'il provoque dans la catégorie des «pandémies mondiales».

La Covid-19 a frappé plusieurs pays d'Afrique du Nord à la mi-mars 2020. Le 23 mars, une déclaration publiée par le secrétariat régional du Réseau d'Afrique du Nord pour la souveraineté alimentaire a tiré la sonnette d'alarme sur la pandémie, ses répercussions économiques et la manière dont elle mettrait en danger la santé publique et affecterait les conditions sociales :

Des millions de petit-e-s agriculteur-rice-s, de travailleur-euse-s agricoles, de pêcheur-euse-s et d'autres petit-e-s producteur-rice-s de denrées alimentaires (dont la majorité sont des femmes), qui fournissent la nourriture quotidienne au reste du monde, sont contraint-e-s de travailler pendant cette pandémie. Afin d'assurer la continuité de la production alimentaire, des millions d'entre eux-elles risquent de contracter le virus. Il va sans dire que la fermeture des frontières avec l'Europe et la réduction de l'accès au marché auront des conséquences sociales importantes (licenciements, chômage, faillite, endettement, etc.). Il est évident que le risque d'infection menace les travailleur-euse-s agricoles et les paysan-ne-s pauvres, surtout si l'on ne prend pas les

mesures adéquates pour les protéger, eux-elles et les autres travailleur-euse-s qui sont amené-e-s à travailler très dur dans des conditions intolérables. Par ailleurs, la majorité de ces travailleur-euse-s pauvres n'ont pas le pouvoir d'achat nécessaire pour se prémunir contre le risque du virus en achetant les médicaments et la nourriture dont il-elle-s ont besoin.⁶

Tout en soulignant les implications de l'épidémie virale pour la région, le Réseau a également considéré la crise comme une occasion de créer une alternative aux systèmes injustes et précaires sous lesquels nous vivons actuellement.

Cette étude, qui s'appuie sur des analyses réalisées par le Réseau et par d'autres acteurs, examine les intersections entre Covid-19 et les systèmes alimentaires dans la région nord-africaine. Elle examine comment certaines conditions liées au paradigme dominant de la «sécurité alimentaire» ont accentué la vulnérabilité au bouleversement économique provoqué par la pandémie. Elle analyse les impacts de la Covid-19, en particulier sur les travailleur-euse-s (ruraux-ales) et les petit-e-s producteur-rice-s alimentaires, et la manière dont les gouvernements de la région ont répondu à ces défis. Enfin, elle propose une voie pour sortir de cette crise en s'appuyant sur des modèles de souveraineté alimentaire et de justice économique.

1. Les racines de la crise et de la résistance

La pandémie de Covid-19 a à la fois mis en évidence et exacerbé les inégalités et l'insécurité des systèmes alimentaires nord-africains ; mais elle n'a pas créé la crise actuelle. Pour remonter aux origines de cette crise, il faut se pencher sur l'héritage du colonialisme et de l'impérialisme, sur l'impact de la politique agricole, économique et commerciale néolibérale et sur la promotion continue d'un paradigme de sécurité alimentaire défaillant, centré sur des formes persistantes de concurrence inégale, d'extraction et de destruction de l'environnement.

Lignées de révolte

Les moments de crise généralisée et de résistance populaire en Afrique du Nord se sont souvent exprimés à travers les systèmes alimentaires. Les décisions de

supprimer les subventions et d'augmenter les prix des produits alimentaires essentiels (en particulier du pain) ont donné lieu à des soulèvements sociaux, presque toujours sévèrement réprimés. Parmi les exemples les plus marquants de révolte, on peut citer :

- Égypte : Le «soulèvement du pain» du 18 janvier 1977, qualifié par le président de l'époque, Anwar Sadat, de «soulèvement des voleurs».
- Tunisie : soulèvement fin décembre 1983, début janvier 1984.
- Algérie : soulèvement à Constantine et à Sétif en 1986, suivi par le soulèvement du 5 octobre 1988, deux ans plus tard.

• Maroc : soulèvement du 20 juin 1981, avec des manifestant·e·s qualifié·e·s par le ministre de l'Intérieur de l'époque de «martyrs de la Kumeira» («martyrs du pain»).

Il a été suivi par le soulèvement du 19 janvier 1984, concentré plus particulièrement dans les villes du nord. Le roi Hassan II a qualifié les manifestant·e·s de «racaïlle» ou de «sauvages» [«Awbaash» en arabe]. Un autre soulèvement a

eu lieu le 10 décembre 1990, avec Fès comme point central.

Ces soulèvements ont éclaté à un moment où le Fonds monétaire international (FMI) intervenait par le biais de programmes d'ajustement structurel (PAS) dans les pays en développement pour «réparer la situation économique» après la crise de la dette de la fin des années 1970 et du début des années 1980. Cela a conduit à une série

LES SOULÈVEMENTS DU PAIN EN AFRIQUE DU NORD

1981
1984
1990

Soulèvement en 1981, avec des manifestant·e·s qualifié·e·s de «martyrs du pain». Il a été suivi par le soulèvement de 1984 dans les villes du nord et un autre en 1990 à Fès.

1986 Soulèvements à Constantine et à Sétif en 1986, suivi par
1988 le soulèvement du 5 octobre 1988.

1983-1984 Soulèvement fin décembre 1983, début janvier 1984.

Maroc

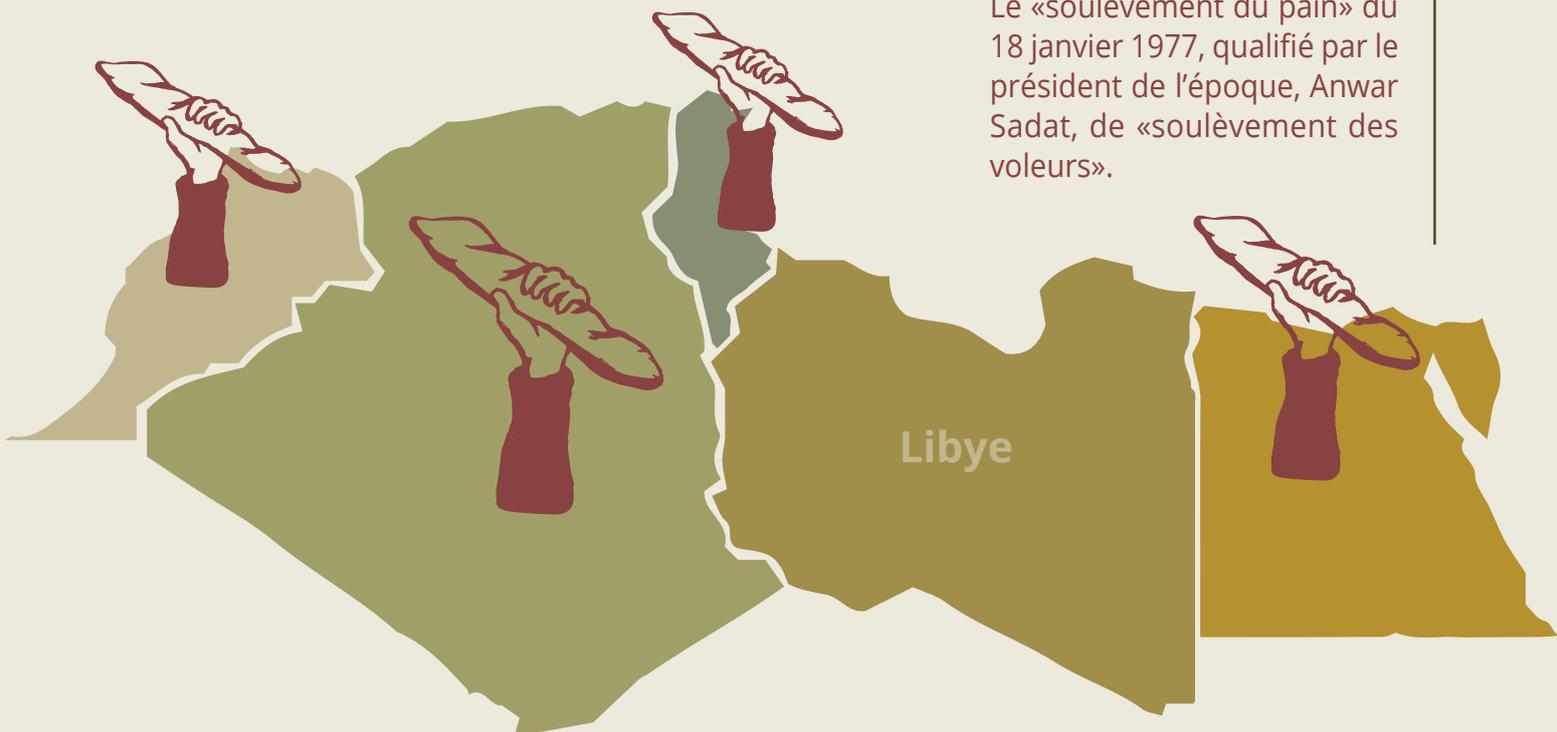
Algérie

Tunisie

1977

Égypte

Le «soulèvement du pain» du 18 janvier 1977, qualifié par le président de l'époque, Anwar Sadat, de «soulèvement des voleurs».



de réformes économiques néolibérales radicales, notamment les ajustements structurels du secteur agricole. Ces mesures visaient principalement à promouvoir une agriculture orientée vers l'exportation afin d'attirer des devises fortes et d'aider les États à honorer leurs obligations en matière de dette internationale. Parallèlement, une série d'autres mesures ont été introduites, notamment la privatisation des terres publiques (coopératives en Tunisie, en Égypte et en Algérie, terres de la SODEA et de la SOGETA au Maroc)⁷ et la privatisation de la vulgarisation agricole et des services vétérinaires, y compris la suppression du soutien aux intrants agricoles tels que les semences et les services d'irrigation.

Ces politiques ont perduré tout au long des années 1990 et au début du XXI^e siècle. Lorsque les pays d'Afrique du Nord (à l'exception, jusqu'à présent, de l'Algérie) ont adhéré à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les politiques de libéralisation économique se sont intensifiées. En termes de systèmes agro-alimentaires, la tendance générale dans la région a été à l'expansion des pratiques agricoles commerciales à grande échelle, à l'attraction des investissements étrangers et des grandes entreprises agro-alimentaires, à l'orientation vers l'exportation et à la dépendance vis-à-vis des importations pour

satisfaire les besoins alimentaires et les intrants de production nationaux.⁸

Cette évolution s'est faite au détriment du développement rural à grande échelle et des pratiques agricoles traditionnelles, l'agriculture de rente, les industries extractives, l'industrie légère et le tourisme étant jugés plus importants pour le développement du capitalisme agraire et industriel mondial. Les populations rurales se sont ainsi considérablement appauvries et ont migré massivement vers les zones urbaines.

Cette situation a également entraîné un changement fondamental dans la nature du travail rural et de la vie elle-même en Afrique du Nord, comme le décrit Adam Hanieh dans son livre intitulé *Lineages of Revolt* :

Parallèlement à ces flux migratoires internes, la part de la population travaillant dans l'agriculture a considérablement diminué. Il ne s'agit pas seulement d'une fonction de la croissance urbaine : de 1985 à 2010, la proportion de personnes travaillant dans l'agriculture a diminué à un rythme beaucoup plus rapide que l'ensemble de la population rurale. Cette tendance indique un changement marqué dans la nature de la vie rurale. De moins en moins de personnes dans les zones



Agriculture traditionnelle des oasis sur trois niveaux, d'abord le palmier dattier, puis les arbres fruitiers, plus petits, et enfin les cultures maraîchères ou le fourrage pour les animaux. Photo prise dans le sud-est du Maroc. Crédit photo : Ali Aznague.

rurales sont en mesure de survivre grâce à l'agriculture et recherchent d'autres formes de travail (dans certains cas, en se rendant quotidiennement dans les usines ou les villes voisines).⁹

L'agriculture traditionnelle a reculé, tout comme la production alimentaire locale. La dépendance alimentaire s'est intensifiée, les communautés dépendant de plus en plus de l'importation de nourriture et d'intrants agricoles essentiels. Dans le même temps, l'accaparement des terres, de l'eau et des semences par le capital national et étranger s'est poursuivi.¹⁰

La crise alimentaire mondiale de 2007-2008

Les communautés rurales ou urbaines d'Afrique du Nord n'ont pas accepté passivement l'affaiblissement au fil du temps de la base agricole nationale des pays de la région, qui a atteint son paroxysme lors de la crise alimentaire mondiale de 2007-2008. La hausse des prix des denrées alimentaires essentielles est généralement considérée comme l'un des principaux facteurs à l'origine de la vague de soulèvements qui a éclaté en Tunisie fin décembre 2010 et début janvier 2011 et qui s'est ensuite propagée à toute l'Afrique du Nord et à la région arabe. Ce n'est pas

une coïncidence si le soulèvement tunisien de 2010-2011 a été déclenché dans des zones agricoles appauvries (Sidi Bouzid), où prolifèrent les capitaux spéculatifs et l'agro-business. Il n'est pas non plus anodin que les soulèvements arabes aient commencé suite à l'auto-immolation du vendeur de fruits ambulant Mohamed Bouazizi.¹¹ De même, le pain était au premier plan des revendications de la révolution égyptienne, illustrées par le slogan «Pain, liberté, justice sociale».

Jane Harrigan, auteur de *The Political Economy of Arab Food Sovereignty*, interprète la série de soulèvements arabes comme suit : «Bien que le printemps arabe ait été, avant tout, un mouvement politique visant à renverser des régimes répressifs non démocratiques, il s'est également appuyé sur d'importantes bases sociales et économiques formées autour de l'inflation des prix alimentaires ainsi que de l'augmentation du chômage et des inégalités».¹²

Toutefois, la crise alimentaire mondiale de 2007-2008 et les rébellions qui l'ont accompagnée n'ont entraîné aucun changement de cap de la part des États. Le Programme arabe de sécurité alimentaire, lancé en 2009 lors du Sommet arabe sur le développement économique et social, a reconnu que l'instabilité des marchés mondiaux des produits alimentaires et la concurrence des ressources représentaient deux des principaux moteurs de la crise.



Une femme préparant le pain dans un four traditionnel en argile en Egypte. Crédit photo : Saker El Nour.

Or, ses recommandations ont continué à jouer la même partition, à savoir renforcer les relations commerciales pour stimuler les exportations de denrées alimentaires et sécuriser les importations, et accroître les performances des secteurs agricoles en encourageant l'accaparement des terres et l'augmentation des investissements en capital.¹³ En d'autres termes, les échecs du marché et les réformes néolibérales doivent être résolus par de nouvelles interventions axées sur le marché et par des prescriptions politiques néolibérales.

Cependant, cela ne tient pas compte du fait que de nombreux systèmes alimentaires qui nourrissent les populations existent malgré, et non à cause, du capitalisme mondial. Cela reflète plus largement la manière dont la sécurité alimentaire est souvent encadrée dans les discours dominants, qui évaluent les systèmes alimentaires en fonction de leur capacité à fournir l'accès à une alimentation suffisante et de valeur nutritionnelle adéquate, que la nourriture provienne de l'industrie agroalimentaire ou d'un-e petit-e agriculteur-riche, qu'elle soit importée ou produite localement.

Les questions plus larges concernant la manière dont les systèmes alimentaires sont intégrés dans l'économie politique mondiale et les communautés locales ne sont pas examinées. Cela contraste avec des notions telles que la souveraineté alimentaire, où les questions relatives aux droits et à l'autonomie sont mises en avant. Ces voies contrastées de transformation des systèmes alimentaires pour sortir de l'impasse actuelle sont abordées plus en détail dans la section 4 de cette étude.

Une situation de dépendance alimentaire croissante

Au cours des dernières décennies, les États d'Afrique du Nord ont tracé la voie d'une dépendance alimentaire élevée qui caractérise désormais la région. Selon la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO), plus de 50 % des calories consommées quotidiennement dans la région arabe proviennent d'aliments importés, la région dépensant environ 110 milliards de dollars par an en importations alimentaires, soit environ 4 % de son PIB.¹⁴ De même, un rapport de 2018 publié par l'Organisation arabe pour le développement agricole note que «le budget alimentaire arabe souffre d'un déficit évident en raison de la dépendance de la région arabe vis-à-vis des approvisionnements extérieurs, les importations alimentaires constituant un pourcentage qui se situait entre 81 et 87 % de toutes les importations agricoles de 2016-2018». En outre, le rapport entre la valeur des exportations et les importations alimentaires n'a pas dépassé les 28 % au cours de la même période.¹⁵ Selon le même rapport, neuf pays arabes –dont la Mauritanie, la Tunisie, l'Algérie, l'Égypte et le Maroc– ont tous produit moins de 22,1 % des céréales consommées par leur population.

En outre, alors que le PIB agricole moyen par habitant a augmenté dans le monde, il a considérablement diminué dans la région arabe.

PIB agricole par habitant (en dollars par habitant) au cours de la période 2015–2018¹⁶ :

Année	Moyenne de la région arabe	Moyenne mondiale
2015	372.26	402.18
2016	336.34	403.43
2017	286.65	424.57
2018	268.20	449.59

Le blé est la principale céréale consommée dans la région, mais 65 % de la consommation de blé est importée. Selon un autre rapport publié par le département américain de l'agriculture en mai 2019, on estimait que neuf pays arabes allaient importer environ 40,2 millions de tonnes de blé tout au long de la période 2019-2020, ce qui représente 21,9 % des importations mondiales de blé.¹⁷ L'Égypte et l'Algérie sont classées parmi les cinq plus gros importateurs de blé au monde.

La situation dans un certain nombre de pays exportateurs de pétrole de la région est encore plus précaire, car la capacité d'importer des produits alimentaires essentiels est étroitement liée aux revenus générés par l'exportation de carburants. Comme l'explique Hamza Hamouchene concernant l'Algérie :

Le paradigme de la «sécurité alimentaire» de l'Algérie repose sur un modèle basé sur l'exportation d'hydrocarbures qui montre une forte dépendance vis-à-vis des marchés internationaux pour la vente du pétrole et du gaz d'une part et, d'autre part, l'importation de ce qui manque en matière d'alimentation, notamment

les produits de base tels que les céréales et le lait. En d'autres termes, la capacité de l'Algérie à couvrir les coûts de ses importations alimentaires... est dictée par des facteurs externes (fluctuations des prix du pétrole et des denrées alimentaires). En somme, la rente pétrolière et gazière finance la dépendance alimentaire de l'Algérie, créant ainsi une situation de double dépendance.¹⁸

En résumé, la dépendance alimentaire est le résultat de politiques de sécurité alimentaire basées sur le marché, dictées par les institutions financières mondiales (FMI, Banque mondiale et OMC), renforcées par les organisations des Nations Unies (FAO, PNUD, CESA) et traduites en cadres politiques directs par les organisations régionales (Organisation arabe pour le développement agricole/Ligue arabe). Les régimes nationaux, à leur tour, ont suivi ces prescriptions à la lettre.

Puis une pandémie mondiale sous la forme de Covid-19 est entrée dans l'équation.

LA DÉPENDANCE ALIMENTAIRE DANS LA RÉGION ARABE

LES PAYS ARABES SONT DES IMPORTATEURS NETS DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Plus de **50 %** des calories consommées quotidiennement dans la région arabe proviennent d'aliments importés.

La région dépense environ **110 milliards** de dollars par an en importations alimentaires.

Le rapport entre la valeur des exportations et les importations alimentaires n'a pas dépassé les **28 %** au cours de la période 2016-2018.

LES PAYS ARABES SONT LES PLUS GRANDS IMPORTATEURS MONDIAUX DE BLÉ

65 % de la consommation de blé est importée.

Neuf pays arabes, y compris en Afrique du Nord, ont seulement produit autour du **cinquième (1/5)** des céréales consommées par leur population.

Ces pays ont importé environ **21,9 %** des importations mondiales de blé en 2019-2020.



2. Les impacts de la Covid-19 sur les travailleur·euse·s et les systèmes alimentaires en Afrique du Nord

La pandémie de Covid-19 a été une crise sanitaire mondiale sans précédent. Dès le début, elle a frappé sur deux fronts : d'une part, les pertes de vies humaines et les autres impacts sanitaires et, d'autre part, les retombées économiques engendrées par les fermetures et autres restrictions sur les affaires et la vie quotidienne. Dans l'Afrique du Nord, où le pétrole joue un rôle central dans l'économie de plusieurs États, les difficultés économiques ont été ressenties encore plus durement du fait de l'effondrement mondial des prix du pétrole. Les répercussions sur les revenus des ménages, les chaînes d'approvisionnement alimentaire, les services de santé et les écoles ont été colossales.

Si personne n'a été épargné par la pandémie de Covid-19, les impacts de cette double crise –sanitaire et économique- n'ont pas été ressentis de manière uniforme. Ses

effets à travers la région nord-africaine, et même au sein d'un pays donné, ont été divers. Cette section présente certains de ces impacts complexes, la façon dont ils se sont manifestés dans les systèmes alimentaires, et ce que cela signifie pour les travailleur·euse·s.

Bouleversement économique et perturbation des chaînes d'approvisionnement

Il est difficile de surestimer l'impact de la pandémie sur la prospérité économique de la région. Associée à la baisse des prix du pétrole, elle a entraîné des difficultés économiques considérables. Comme l'indique un rapport de la Banque mondiale d'octobre 2020 sur les économies du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) :



Un agriculteur marocain semant sa parcelle de terre. Crédit photo : Nadir Bouhmouch.

Ensemble, la pandémie de COVID-19 et l'effondrement des prix du pétrole ont des répercussions sur tous les aspects des économies de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). Selon les prévisions, les économies de la région devraient se contracter de 5,2 % en 2020, ce qui est inférieur de 4,1 points de pourcentage aux prévisions d'avril 2020 et de 7,8 points de pourcentage à celles d'octobre 2019. Cette révision à la baisse des prévisions laisse entrevoir une vision de plus en plus pessimiste de la situation de l'économie régionale, qui ne devrait se redresser qu'en partie en 2021.¹⁹

Dans les pays producteurs de pétrole de la région MENA, où le pétrole est une source essentielle de recettes en devises et par conséquent un élément central de la capacité à payer les importations alimentaires, l'effondrement des prix du pétrole a laissé les pays en difficulté pour couvrir les coûts de ces importations. Les économies d'un certain nombre de pays ont été durement touchées lorsque les prix du pétrole sont passés sous la barre des 30 dollars le baril au cours des premiers mois de la pandémie, un niveau historiquement bas. L'Algérie par exemple, où les carburants représentaient 83,5 % des exportations au premier trimestre 2020, a été confrontée à une crise d'approvisionnement alimentaire significative, car l'effondrement des recettes pétrolières a entravé sa capacité d'importation, augmentant un déficit alimentaire déjà important. Fin 2019, l'Algérie a vu ses réserves de change s'effondrer à 60 milliards de dollars, ce qui suffirait à peine à financer deux années d'importations essentielles.²⁰ La baisse des recettes d'exportation a exercé une pression supplémentaire sur le pouvoir d'achat des Algérien-ne-s, ce qui s'est traduit par une baisse des importations de produits alimentaires de 57,1 milliards de dollars à 44,1 milliards de dollars, soit une chute de 30,8 % entre les premiers trimestres de 2019 et de 2020.²¹

Les implications de cet effondrement des prix du pétrole sur la sécurité alimentaire de la région sont majeures. Un rapport publié par la FAO indique que «le faible prix de l'énergie affectera les revenus et les économies des pays de la région qui dépendent des exportations de pétrole (pays du [Conseil de Coopération du Golfe] CCG, Algérie et Libye principalement) () Cela pourrait avoir un effet d'entraînement sur les économies et sur la sécurité alimentaire dans la région, en raison de son impact sur l'emploi, les transferts de fonds, les flux d'investissement et l'aide».²²

L'effondrement des prix du pétrole se traduit par une baisse des coûts énergétiques et donc, en principe, par

une réduction des coûts de production pour les agriculteur-rice-s qui dépendent de la mécanisation, de l'irrigation, du transport et des intrants à forte intensité énergétique tels que les engrais et l'électricité. Cela ne signifie toutefois pas automatiquement que les petit-e-s producteur-rice-s et la production destinée à la consommation locale bénéficient de cette réduction, mais plutôt l'agriculture d'exportation, qui n'a jamais cessé de fonctionner tout au long de l'urgence sanitaire.

Si la FAO note également que la baisse des prix de l'énergie entraînera une diminution des coûts de production pour (certain-e-s) agriculteur-rice-s et exercera une pression à la baisse sur les prix de la canne à sucre et du maïs²³ -un effet potentiellement bénéfique étant donné que la région est un importateur net de maïs-, cela ne compensera pas les autres effets néfastes des bouleversements économiques provoqués par la pandémie. Par exemple, les pays qui dépendent des exportations agricoles pour stimuler leur croissance économique sont touchés par les perturbations du commerce mondial et des chaînes d'approvisionnement alimentaire internationales. Comme le note un rapport de la FAO de 2020 :

La fluctuation de la demande des partenaires commerciaux et les perturbations de la logistique peuvent nuire aux pays qui exportent des produits périssables de grande valeur. Certains pays de la région peuvent être confrontés à des risques spécifiques liés à leur profil d'import-export agroalimentaire. (...) [L]es exportations de produits alimentaires représentent plus de 20 % du total des exportations de marchandises de six pays [parmi lesquels la Tunisie (76 %), le Maroc (58 %), l'Égypte (25 %) et l'Algérie (7 %)] (...). [I]ls exportent des quantités variables, et pour certains substantiels, de produits de haute valeur tels que les fruits, les légumes, le poisson et la viande. Dans la plupart des cas, les exportations proviennent de quelques produits agricoles, comme dans le cas du Maroc, de la Mauritanie, de la Jordanie, de l'Égypte et de la Tunisie. (...) La dépendance à l'égard de ces exportations, qui sont également très périssables, exacerbe l'exposition aux perturbations des chaînes d'approvisionnement dues aux problèmes de logistiques.²⁴

Les perturbations commerciales affectent également l'approvisionnement en intrants agricoles essentiels. En Tunisie, par exemple, le Syndicat des Agriculteurs de Tunisie (SYNAGRI) a tiré la sonnette d'alarme quant à la perte d'intrants de production nécessaires, tels que l'ammonitrate (un engrais synthétique), et a critiqué l'absence

de subventions gouvernementales.²⁵ Il en va de même pour les semences, le président du syndicat déclarant que :

De nombreux secteurs agricoles étaient déjà très vulnérables à la dépendance vis-à-vis de l'étranger ; la plupart des semences sont importées de l'étranger et sont génétiquement modifiées, ce qui n'est un secret pour personne –et qui nous expose aux risques de perdre ces semences en temps de crise, c'est-à-dire après que nous avons perdu nos propres semences d'origine et que nous sommes désormais incapables de fournir des semences en raison de la perturbation des routes commerciales.²⁶

En Libye, le confinement consécutif à la pandémie a entraîné «un manque de personnel pour cause de maladie, une paralysie du trafic de marchandises, tandis que les mesures de quarantaine ont limité la capacité à atteindre les marchés et provoqué des interruptions dans les chaînes d'approvisionnement, entraînant des pertes et des gaspillages de nourriture».²⁷

En résumé, la pandémie a perturbé les chaînes d'approvisionnement, ce qui a eu de profondes répercussions, en

particulier dans les pays marqués par une dépendance dans certains cas totale à l'égard de la technologie et des produits de base. Les stratégies de sécurité alimentaire fondées sur le marché et définies par un degré élevé de dépendance à l'égard des importations alimentaires internationales se sont avérées être un handicap plutôt qu'un atout.

Effondrement des revenus et des moyens de subsistance des travailleur·euse·s

La pandémie et la récession qui l'a accompagnée ont eu un effet dévastateur sur les revenus et les moyens de subsistance des travailleur·euse·s. Selon la Banque mondiale (octobre 2020), le chômage dans la région MENA a atteint un niveau record pendant la crise et entraîné un appauvrissement généralisé :

«La pandémie a de profondes répercussions sur les moyens de subsistance et pousse bon nombre de citoyens de la région dans une plus grande pauvreté. (...) [L]es personnes démunies ont davantage tendance à travailler pour leur propre compte ou dans le secteur



Les producteur·rice·s alimentaires en Tunisie luttent pour vendre leurs produits en raison de la faible demande pendant la pandémie. Crédit photo : Layla Riahi.

*informel, c'est-à-dire dans deux des secteurs les plus touchés par la pandémie. Elles sont donc plus susceptibles de perdre leur source de revenus, et leur situation financière se détériore rapidement».*²⁸

La situation dans un certain nombre de pays illustre parfaitement ce point. En Tunisie, par exemple, 41 % des personnes n'ont pas pu continuer à travailler en raison de la pandémie. Au Maroc, jusqu'à 44 % des ménages pauvres ont perdu leurs revenus pendant le confinement.²⁹ Ces chiffres ont été recueillis par le biais d'enquêtes téléphoniques, de sorte que les chiffres réels peuvent être encore plus élevés. En Égypte, l'Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques (juin 2020) a mené une étude sur l'impact de la pandémie sur les ménages, indiquant que «la plupart des sondé·e·s, soit 73,5 %, ont signalé une baisse de leurs revenus après l'apparition du virus... et plus de la moitié des sondé·e·s (55,7

%) travaillent désormais moins de jours ou d'heures que d'habitude, tandis qu'un quart (26,2 %) ont été licencié·e·s et sont sans emploi».³⁰

Lorsque les prix ont chuté suite à la réduction du pouvoir d'achat des travailleur·euse·s et au recul de la demande dans le secteur du tourisme, les producteur·rice·s de denrées alimentaires, en particulier les petit·e·s producteur·rice·s, en ont souffert, même si les consommateur·rice·s en ont tiré un léger avantage. Driss Radi, président de la Chambre d'agriculture de Rabat-Salé-Kénitra, au Maroc, a souligné que «la baisse des prix des produits agricoles sur les marchés, notamment les viandes rouges et blanches, les légumes et les fruits, a causé des pertes significatives aux producteur·rice·s, les ventes couvrant à peine les coûts. De même, les pertes dans le secteur des produits laitiers ont atteint 50 % de la part du secteur sur le marché».³¹

LES IMPACTS DE LA COVID-19 SUR LES TRAVAILLEUR·EUSE·S EN AFRIQUE DU NORD

Égypte

73,5 % des ménages ont signalé une baisse de leurs revenus après l'apparition du virus

55,7 % travaillent désormais moins de jours ou d'heures que d'habitude

26,2 % ont été licencié·e·s



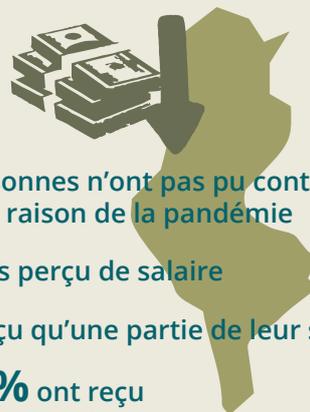
Tunisie

41 % des personnes n'ont pas pu continuer à travailler en raison de la pandémie

59 % n'ont pas perçu de salaire

10 % n'ont reçu qu'une partie de leur salaire

Seulement **30 %** ont reçu l'intégralité de leur salaire



Maroc

44 % des ménages pauvres ont perdu leurs revenus pendant le confinement



Il faut également mentionner le vaste secteur informel, qui emploie une proportion importante de la main-d'œuvre dans toute la région. Les implications sociales des quarantaines et du confinement quasi total, qui ont imposé un arrêt partiel ou complet de l'activité dans ce secteur, sont substantielles. Les travailleur·euse·s du secteur informel sont particulièrement vulnérables à la perte de revenus et à la perte d'accès à la nourriture qui en découle.

Même si les prix des denrées alimentaires n'ont pas augmenté pendant cette période, les pertes d'emplois ont rendu la nourriture inaccessible pour un grand nombre de personnes. Le confinement a entraîné des centaines de milliers de licenciements, diminuant le pouvoir d'achat des ménages et affectant leur capacité à accéder à la nourriture. Les transferts temporaires en espèces du gouvernement aux travailleur·euse·s licencié·e·s (dans tous les secteurs touchés, y compris le secteur informel) n'ont pas permis de faire face à la gravité de la crise (voir section 3).

La petite agriculture frappée par la fermeture des marchés

Les petit·e·s producteur·rice·s alimentaires ont été parmi les plus durement touché·e·s par la crise, du fait de la fermeture des marchés alimentaires, de la baisse

des ventes de produits alimentaires et agricoles et des difficultés d'accès aux principaux intrants de production.

Un rapport de la FAO souligne combien la fermeture des marchés alimentaires locaux liée à la pandémie a particulièrement touché les petit·e·s producteur·rice·s alimentaires :

[C]ontrairement aux grands producteurs, la fermeture de certains marchés ruraux informels (traditionnels) dans certains pays de la région, à titre de mesure préventive pour limiter la propagation de la covid-19, risque d'entraîner une perte de revenus et d'accès au marché pour de nombreux petits exploitants agricoles qui avaient l'habitude d'y vendre leurs produits. Certains de ces agriculteurs n'ont pas accès aux circuits officiels du marché.³²

En Tunisie, les agriculteur·rice·s ont craint, suite à l'imposition de mesures sanitaires d'urgence, de ne pas pouvoir commercialiser leurs produits en raison de la fermeture des marchés et de la baisse de la demande. Cela a été particulièrement le cas pour les producteur·rice·s de dattes qui n'ont pu vendre leur production aux grands marchands qui la commercialisent à l'étranger.³³ Les agriculteurs de Tozeur ont organisé un rassemblement devant le siège de leur gouvernorat en réponse à un appel



Un agriculteur tunisien qui éprouve des difficultés à commercialiser ses produits alors que les marchés sont fermés en raison de la pandémie. Crédit photo : Layla Riahi.

à l'action lancé par l'Union Régionale de l'Agriculture et de la Pêche (URAP) de Tozeur. Le chef de l'union, Aref Naji, déclarait :

Le pays n'a pas écouté la voix des agriculteurs de Tozeur, dont les seuls [ou] principaux revenus proviennent de la vente de dattes. L'effondrement des ventes de dattes laissées à pourrir sur les palmiers est un processus systématique... Les exportations n'ont jamais cessé malgré la situation générale qui a suivi la pandémie de coronavirus, car les exportateurs font pression sur les petits agriculteurs pour qu'ils vendent leurs dattes à des prix si bas qu'ils ne couvrent pas les coûts de production, exploitant ainsi leur vulnérabilité, alors que des efforts sont déployés pour maintenir la stabilité sociale. L'union, cependant, ne consentira pas à un compromis sur les prix ni à léser les agriculteurs.³⁴

Au Maroc, les petit-e-s agriculteur-riche-s qui comptaient sur le Salon International de l'Agriculture au Maroc (SIAM) qui se tient à Meknès pour commercialiser leurs produits (notamment des huiles, du miel, du couscous, des fruits secs et des produits cosmétiques à base de cactus) ont souffert de son annulation liée à la pandémie. Comme ce salon représente généralement environ 70 % des transactions annuelles des coopératives et associations agricoles du pays,

cette annulation a entraîné des pertes catastrophiques.³⁵ Les avantages de la participation au SIAM ne se limitent pas aux ventes directes pendant l'événement lui-même : nombre de participant-e-s établissent des contacts avec des acheteur-euse-s potentiel-le-s pendant le salon, qui se traduisent par de futures commandes.³⁶

Les fermetures plus généralisées des marchés alimentaires dans tout le pays ont eu un impact sur les petit-e-s agriculteur-riche-s qui avaient l'habitude de se rendre sur les marchés hebdomadaires dans les zones rurales afin de présenter leurs produits locaux. Mohamed Ait L'Hssan, un agriculteur de Toubkal (dans les montagnes de l'Atlas) affirme que l'interdiction des marchés hebdomadaires a privé ces personnes, qui se rendaient sur ces marchés pour vendre leurs légumes, leurs fruits et d'autres produits, d'une part substantielle de leurs revenus.³⁷

En Mauritanie, en raison des mesures de confinement, les éleveur-euse-s se sont trouvé-e-s dans l'impossibilité d'accéder au fourrage, ou de commercer et d'échanger des animaux contre de la nourriture et des produits de première nécessité avec les pays voisins.³⁸ Leur mobilité a également été affectée, comme l'explique Coumba Sow, coordinatrice de la résilience de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest :



Un agriculteur marocain remplissant une boîte d'oignons. Crédit photo : Nadir Bouhmouch.

LA FERMETURE DES MARCHÉS ALIMENTAIRES EN AFRIQUE DU NORD

Maroc



Les petit·e·s agriculteur·rice·s qui comptaient sur le Salon International de l'Agriculture au Maroc (SIAM) qui se tient à Meknès pour commercialiser leurs produits (notamment des huiles, du miel, du couscous, des fruits secs et des produits cosmétiques à base de cactus) ont souffert de son annulation liée à la pandémie.

Égypte



Un rapport publié par le Centre égyptien d'études économiques (ECES) a constaté la chute des revenus des agriculteur·rice·s et souligné la situation critique des travailleur·euse·s agricoles et la détérioration de leur niveau de vie.

Tunisie



Les agriculteur·rice·s ont craint, suite à l'imposition de mesures sanitaires d'urgence, de ne pas pouvoir commercialiser leurs produits en raison de la fermeture des marchés et de la baisse de la demande.

Mauritanie



En raison des mesures de confinement, les éleveur·euse·s se sont trouvé·e·s dans l'impossibilité d'accéder au fourrage, ou de commercer et d'échanger des animaux contre de la nourriture et des produits de première nécessité avec les pays voisins.

[N]ombreux sont les bergers mauritaniens à se déplacer vers le Mali et le Sénégal en quête de pâturages (...) [A]vec la fermeture des frontières, les bergers nomades ne sont plus en mesure de se déplacer pour trouver du fourrage et de l'eau ni pour faire du commerce –les animaux sont parfois vendus en échange de denrées alimentaires ou de biens de première nécessité. De ce fait, il arrive que les bergers perdent la source de leurs revenus, quand ils ne peuvent plus vendre leurs animaux ni acheter ce dont ils ont besoin, ou qu'ils perdent leurs animaux quand ceux-ci meurent ou tombent malades. Quand les animaux sont en souffrance, les humains le sont aussi. Quand les animaux meurent ou cessent de fournir du lait ou de la viande, les populations connaissent la famine. Quand les animaux sont perdus, ce sont les moyens de subsistance des humains qui le sont.³⁹

En Égypte, un rapport publié par le Centre égyptien d'études économiques (ECES) a constaté la chute des

revenus des agriculteur·rice·s et souligné la situation critique des travailleur·euse·s agricoles et la détérioration de leur niveau de vie.⁴⁰

Dans l'ensemble, les petit·e·s producteur·rice·s et les travailleur·euse·s du secteur alimentaire ont subi des impacts directs et dévastateurs à la suite des restrictions économiques introduites pour faire face à la crise de santé publique.

La double charge imposée aux femmes

Les femmes sont particulièrement exposées aux impacts de la pandémie en raison du rôle qu'elles jouent dans le travail productif et reproductif et de leur relative marginalisation dans la société. Comme l'a noté une étude du Conseil économique, social et environnemental du Maroc en octobre 2020 :

Il est en effet apparu que la COVID-19 a affecté plus fortement les moyens de subsistance des femmes sous l'effet conjugué de cette charge additionnelle, découlant de la division patriarcale des rôles sociaux qui font que les femmes se chargent d'une façon disproportionnée des travaux domestiques non rémunérés, et de la nature des secteurs généralement occupés par les femmes (à très faible valeur marchande et d'une utilité sociale non valorisée). Ainsi, certaines études ont révélé que les emplois des femmes sont 1,8 fois plus vulnérables à cette crise que ceux des hommes. Si les femmes représentent 39 % de l'emploi mondial, elles constituent toutefois 54 % de l'ensemble des pertes d'emplois.⁴¹

Au sein de l'économie productive, les femmes, et en particulier les femmes rurales, jouent un rôle clé dans l'obtention de nourriture pour leur foyer, ce qui, en outre, les expose davantage à un risque d'infection lors de leurs activités agricoles, de travail et autres activités économiques. À Lalla Mimouna, dans la région de Kénitra au Maroc, qui est apparue à la mi-juin 2020 comme l'un des

points chauds de la pandémie, des centaines de femmes travaillant dans la culture des fraises ont été infectées par le coronavirus alors qu'elles travaillaient dans des fermes appartenant à un investisseur espagnol produisant des fruits rouges pour l'exportation.⁴²

Leur situation n'est pas exceptionnelle. En Tunisie, où les femmes représentent jusqu'à 70 % de la main-d'œuvre agricole, elles ont été touchées de manière disproportionnée par les mesures liées à la pandémie. Dans un contexte où les salaires sont déjà très bas, où elles effectuent un travail physique épuisant et où les femmes sont confrontées à des disparités évidentes en termes d'accès aux revenus, aux opportunités économiques, à la protection sociale et aux soins de santé de qualité, les travailleuses agricoles ont, à bien des égards, été parmi les victimes les plus durement touchées par la crise.⁴³

Comme l'expose Alessandra Bajec, «[C]omptant sur une sécurité de l'emploi plus volatile que celle des hommes, privées d'une protection sociale ou juridique de base, exposées à un risque élevé d'exploitation, et confrontées



Une travailleuse agricole marocaine cueille des pommes et les range dans des boîtes. Crédit photo : Nadir Bouhmouch.

*à des barrières sociales, religieuses et culturelles restrictives, les ouvrières agricoles sont plus vulnérables à la détérioration des conditions de travail durant la crise de la COVID-19».*⁴⁴

En Égypte, si tou-te-s les agriculteur-ric-e-s ont souffert des restrictions (couvre-feux, limitations des déplacements entre les régions, fermeture des marchés hebdomadaires, entre autres), les travailleuses agricoles salariées ont une nouvelle fois été particulièrement touchées. En outre, malgré la perte de ces activités rémunératrices, les femmes ont continué à effectuer des travaux non rémunérés sur les terres familiales, ce qui a encore accru leur charge de travail.⁴⁵

Le rôle crucial des femmes dans la garantie de la sécurité alimentaire des ménages ne peut être négligé. Au Maroc, où les petites agricultrices, comme la majorité des petits agriculteurs, vendent généralement leur production par le biais d'étals ou de marchés alimentaires, la fermeture de ces points de vente les a laissées sans sécurité de revenu. Par conséquent, certaines agricultrices ont dû vendre le

peu de bétail qu'elles possédaient afin de répondre aux besoins essentiels de leur famille.⁴⁶

Ce sont également les femmes qui doivent assumer les conséquences de la perte d'un soutien de famille masculin. Marwa Mamdouh, membre du Réseau d'Afrique du Nord pour la souveraineté alimentaire, a partagé des témoignages concrets sur l'effet profond de la crise sur les femmes, pour qui la perte d'emploi de leur mari a été le facteur le plus difficile à surmonter :

*Lorsque ces hommes et ces jeunes hommes perdent leurs revenus, le fardeau des femmes s'alourdit, car elles doivent endurer la difficulté d'aller travailler et risquer leur vie à l'ombre de cette pandémie. Les femmes n'ont plus le choix : soit elles meurent de faim avec leurs enfants, soit elles sont confrontées à une infection par le coronavirus.*⁴⁷

De multiples façons, la Covid-19 a donc aggravé la double charge des femmes dans les sphères productive et reproductive de l'économie.



Une femme égyptienne transportant de l'eau sur un chariot. Crédit photo : Saker El Nour.

Augmentation de la faim, de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire

L'impact cumulé des bouleversements économiques provoqués par la pandémie a entraîné une augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim et de la malnutrition dans une région où, même avant la pandémie, une part importante de la population connaissait déjà l'insécurité alimentaire.

La malnutrition est à considérer comme l'une des répercussions les plus probables et les plus graves de la pandémie, en atteste le rapport 2020 de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO) : «Actuellement, environ 50 millions de personnes sont sous-alimentées dans la région arabe. L'augmentation de la pauvreté pourrait entraîner la sous-alimentation de 1,9 million de personnes supplémentaires».⁴⁸

En réponse à la perte de revenus et aux autres chocs économiques, les ménages, surtout les plus démunis, doivent souvent réduire leurs apports caloriques et nutritionnels, ce qui aggrave le risque de malnutrition. La région d'Afrique du Nord a déjà été confrontée à de tels mécanismes d'adaptation en réponse à la crise actuelle. La Banque mondiale relevait en octobre 2020 que :

*En moyenne, 19 % des ménages tunisiens consomment des aliments moins appréciés et 18 % mangent moins dans l'ensemble. Les ménages du quintile le plus pauvre sont environ cinq fois plus susceptibles d'avoir réduit leur consommation alimentaire que ceux du quintile supérieur de richesse. Parmi les plus pauvres, environ un ménage sur trois a réduit sa consommation alimentaire. Dans le quintile supérieur en revanche, le ratio est d'un ménage sur 16.*⁴⁹

Le rapport constatait la même tendance en Libye, «81 % des ménages ont commencé à consommer des aliments moins appréciés et plus de 70 % [à manger] moins» dès le début de la pandémie.⁵⁰ En Égypte, on a également constaté que la consommation quotidienne d'aliments et de produits non alimentaires avait baissé, et que la

consommation de protéines (viande et volaille) avait chuté dans des pourcentages atteignant un quart des pourcentages antérieurs à la pandémie.⁵¹ La plupart des indicateurs de cette étude révélaient une situation plus grave encore dans les zones rurales.

L'impact sur des groupes de population spécifiques doit également être mentionné. Les fermetures d'écoles, par exemple, ont privé des millions d'enfants de repas scolaires, lesquels constituent une part importante de leur alimentation :

*Les enfants n'ont plus accès aux repas scolaires... Dans la région MENA, 17 520 796 élèves sont actuellement privé-e-s de repas scolaires –le principal repas de la journée pour beaucoup d'entre eux-elles. Les repas scolaires représentent environ 10 % du revenu mensuel de nombreux ménages pauvres, de sorte que la fermeture des écoles alourdit considérablement leur charge économique.*⁵²

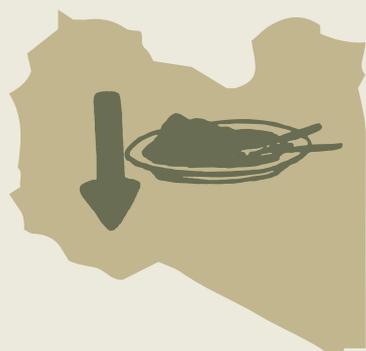
En Libye, où la pandémie est venue alourdir les blessures de la guerre civile. Un communiqué de presse de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et du Programme alimentaire mondial (PAM) a fait état d'environ 10 000 réfugié-e-s et demandeur-euse-s d'asile en situation d'insécurité alimentaire qui, pour la plupart, n'ont pas pu trouver de travail quotidien pour subvenir à leurs besoins dans un contexte de couvre-feu et de hausse des prix des denrées alimentaires et des produits de base.⁵³

Une évaluation rapide menée par le PAM entre le 30 mai et le 3 juin 2020, réalisée par le biais d'entretiens téléphoniques avec 10 % des réfugié-e-s proposé-e-s pour une assistance en Libye, a révélé qu'en moyenne un-e répondant-e sur deux avait une consommation alimentaire médiocre ou à la limite de la sous-alimentation. Une majorité a montré une fréquence significativement plus élevée d'utilisation de stratégies d'adaptation négatives telles que la réduction du nombre de repas par jour ou la limitation de la taille des portions de repas. La distribution de l'aide alimentaire n'a pas eu lieu avant le 15 juin 2020.⁵⁴

Dans de nombreux paramètres différents, la pandémie a eu un impact dramatique sur la sécurité alimentaire des populations de la région MENA.

IMPACT DE LA COVID-19 SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN LIBYE

Libye



Plus de **70 %** des ménages mangent moins que le début de la pandémie

81 % ont consommé des aliments moins appréciés



10 000 réfugié·e·s et demandeur·euse·s d'asile en situation d'insécurité alimentaire n'ont pas pu trouver de travail quotidien pour subvenir à leurs besoins

50% des réfugié·e·s proposé·e·s pour une assistance en Libye (interrogé·e·s) avait une consommation alimentaire médiocre ou à la limite de la sous-alimentation

3. Les réponses officielles à la crise

Les gouvernements et les acteurs institutionnels de toute la région ont réagi à la crise sanitaire et économique sans précédent de plusieurs manières :

Stockage, interdictions d'exportation et autres ajustements commerciaux

Un certain nombre de pays d'Afrique du Nord ont réagi à la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales en intervenant de manière plus affirmée dans le commerce des denrées alimentaires et des articles médicaux essentiels. Les gouvernements ont créé des comités chargés de surveiller l'état des approvisionnements alimentaires et ont constitué des stocks de produits agricoles et alimentaires essentiels. Dans certains cas, les taxes sur les importations alimentaires et les droits de douane sur certains produits ont été supprimés.⁵⁵ L'Égypte, par exemple, a imposé une «interdiction de trois mois frappant les

exportations de haricots et de lentilles, tandis que le ministre égyptien de l'Industrie et du Commerce a décrété l'interdiction d'exporter certains types de légumes. () L'Algérie a ainsi pris des mesures de libéralisation exceptionnelles pour faciliter les importations de produits médicaux et de certains autres articles».⁵⁶ L'État algérien est également intervenu pour assurer l'approvisionnement du marché en produits de première nécessité, comme le blé dur. Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Chérif Omari, s'est adressé aux citoyen·ne·s par le biais de la télévision publique en déclarant : «Je tiens à rassurer les consommateurs que les entrepôts sont pleins et que nous disposons de stocks stratégiques suffisants avec des produits qui sont actuellement récoltés sur le terrain. Il n'y a pas lieu de paniquer. Nous travaillons à leur bonne distribution pour éviter le monopole».⁵⁷

La FAO s'est fait l'écho de cette position. Dans son rapport de 2020, on peut notamment lire que «[d]es réserves céréalières abondantes existent dans le monde entier



La tribu nomade de Sidi Ayad, qui survit grâce au pastoralisme dans une région semi-aride du sud-est du Maroc. Crédit photo : Ali Aznague.

malgré les effets de la Covid-19. (...) [L]es marchés céréaliers mondiaux devraient rester bien approvisionnés et équilibrés. Si les perturbations localisées, dues en grande partie à des problèmes logistiques, posent des problèmes de fonctionnement aux chaînes d'approvisionnement alimentaire sur certains marchés, leur durée et leur ampleur prévues ne devraient pas avoir d'effet significatif sur les marchés alimentaires mondiaux, du moins à moyen terme.⁵⁸ Cette perspective, relativement optimiste, suppose que la situation actuelle est une simple urgence, sans rapport avec la structure de base de la production et de la consommation alimentaires, telle qu'elle est façonnée par les entreprises de fabrication de produits alimentaires, les spéculateurs alimentaires mondiaux et les monopoles agroalimentaires. On reconnaît, chose évidente durant la pandémie, que la dépendance aux chaînes d'approvisionnement internationales pose des problèmes de transport et de logistique, mais on refuse de remettre en cause la vulnérabilité inhérente de l'approche de la sécurité alimentaire basée sur le marché.

Cette analyse néglige également le risque croissant de famine et de troubles associés que représentent les facteurs climatiques, notamment dans les pays du Maghreb. Comme il a été noté lors d'un séminaire organisé par la Ligue arabe en mai 2020 sur les répercussions de la pandémie sur la sécurité alimentaire arabe, «la production

céréalière dans la partie occidentale des pays de la région (Maroc, Algérie et Tunisie) a été frappée par la sécheresse et des températures supérieures à la normale. Le Maroc a été le plus touché, la production de blé devant baisser de 60 %».⁵⁹ En mars 2020, une invasion de criquets, provenant du Nigeria, a touché le sud de l'Algérie⁶⁰ et, en août 2020, des incendies ont détruit 1 085 hectares de blé et d'orge, 145 821 meules de foin, 104 676 arbres fruitiers, 5 111 palmiers et 360 ruches.⁶¹

Aide d'urgence

Comme indiqué précédemment, la perte de revenus et de moyens de subsistance qui a résulté de la fermeture de divers secteurs économiques et de la paralysie du secteur informel a été dévastatrice. Selon la Banque mondiale, 41 % des personnes en Tunisie n'ont pas pu continuer à travailler en raison de la pandémie. 59 % des personnes interrogées qui ne travaillaient pas n'ont pas perçu de salaire, environ 30 % ont reçu l'intégralité de leur salaire, tandis que les 10 % restants n'en ont reçu qu'une partie. En dehors de la Tunisie, des tendances similaires ont été observées.⁶² Dans la plupart des cas, la perte de revenus ne peut être compensée par l'épargne personnelle, les prêts et les allocations familiales, car la précarité économique à long terme a laissé les ménages et les familles élargies avec des ressources très limitées.⁶³ Un soutien



Un agriculteur marocain en train de récolter du blé. Crédit photo : Nadir Bouhmouch.

gouvernemental plus large a été nécessaire pour faire face à l'ampleur et à la gravité de la crise. De nombreux pays de la région ont eu recours à une aide d'urgence sous forme de transferts en espèces. Au Maroc, par exemple, environ 5 millions de ménages étaient inscrits au Régime d'Assistance Médicale (RAMED) pour recevoir des allocations mensuelles (certaines d'avril à juin 2020 et d'autres de juillet à décembre 2020) allant de 800 à 1200 dirhams marocains (équivalent à 80-120 dollars) selon la composition du ménage.

A Rabat-Salé-Kénitra, Driss Radi, président de la Chambre d'agriculture, a souligné la position vulnérable dans laquelle se trouvent les petit·e·s exploitant·e·s et les agriculteur·rice·s traditionnel·le·s, qui ont perdu leurs revenus et leur capacité à subvenir aux besoins de leurs ménages en raison de facteurs climatiques ou de marché –et qui constituent une large couche de la société. «Bien qu'il·elle·s aient reçu une carte RAMED, indique-t-il, il·elle·s n'ont pas pu bénéficier du Fonds spécial pour la gestion de la pandémie de Covid-19». ⁶⁴ Face à une telle situation, il est essentiel, souligne-t-il, de veiller à ce que les protections sociales et économiques existantes atteignent tou·te·s les producteur·rice·s. ⁶⁵

Certains gouvernements ont mis en place des mesures d'aide spécifiques pour le secteur agricole, comme le report du paiement des taxes agricoles ou la création de nouvelles facilités de crédit pour les agriculteur·rice·s. ⁶⁶ Toutefois, nombre de ces mesures ont laissé de côté des groupes clés et ne vont pas assez loin. Dans un article intitulé «Les petits agriculteurs et la lutte contre le coronavirus : absents des plans de subvention, présents dans les chaînes d'approvisionnement», le chercheur égyptien Saker El Nour souligne que la pandémie et la crise qui en découle constituent «une chance de penser à ces personnes invisibles, bien que tout à fait réelles». ⁶⁷ Au sujet de leurs conditions de travail, il ajoute :

Alors que les riches et les professionnel·le·s en col blanc peuvent travailler depuis leur domicile, à l'abri des contacts étroits qui pourraient entraîner une infection par le virus, ouvrier·ère·s et agriculteur·rice·s continuent de se rendre à la terre pour s'occuper des cultures et supporter les risques afin d'assurer un approvisionnement alimentaire régulier pour tou·te·s. ⁶⁸

Reprise des activités... comme si de rien n'était

Dans la section «Relever le défi» de son rapport sur l'impact de la Covid-19 sur la sécurité alimentaire dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, la FAO indique : «Alors que la crise de [C]ovid-19 exerce une pression considérable sur l'économie et la société, elle peut également ouvrir des possibilités de transformation de l'agriculture et des systèmes alimentaires». ⁶⁹ Cependant, selon l'organisation, il suffit de suivre fondamentalement les mêmes politiques qu'auparavant, avec des ajustements mineurs pour en atténuer les effets négatifs, plutôt que de transformer les systèmes alimentaires dans un souci de justice sociale et de durabilité. ⁷⁰ Au fond, l'organisation recommande de continuer à s'appuyer sur les marchés agroalimentaires mondiaux et les capitaux privés comme principaux mécanismes pour assurer la sécurité alimentaire dans la région.

Ces recommandations rejoignent celles de la Banque mondiale, qui plaide vigoureusement en faveur de l'inclusion des biens et services agricoles dans les accords de libre-échange mondiaux, régionaux et bilatéraux :

L'ouverture des échanges peut être déterminante pour assurer la participation de tous, à condition que soient mises en oeuvre des réformes commerciales en complément des stratégies de promotion d'une croissance partagée. (...) L'intégration du commerce dans la région MENA, aussi bien entre les pays de la région qu'avec le reste du monde, reste inférieure aux attentes pour des raisons à la fois économiques et politiques. Entre autres, on peut citer l'exclusion des biens et services agricoles des accords d'association avec l'Union européenne, et la persistance de coûts commerciaux non tarifaires élevés. ⁷¹

Selon Walden Bello, «les récentes déclarations des dirigeants de la FAO et d'autres agences multilatérales indiquent qu'ils restent prisonniers d'un paradigme qui a échoué». ⁷² Selon ces institutions, tout ce qui se passe actuellement est une simple «urgence qui nécessite des mesures extraordinaires». ⁷³ En d'autres termes, «la structure de base de la production et de la consommation est saine et le problème consiste à déterminer le moment où les choses peuvent revenir à la «normale». ⁷⁴ À l'inverse, Bello et d'autres chercheur·euse·s qui étudient les systèmes alimentaires appellent à considérer la pandémie comme «une opportunité de transformer un système marqué par de profondes inégalités économiques et politiques et qui est profondément déstabilisant sur le plan écologique». ⁷⁵

En outre, la chaîne d'approvisionnement alimentaire mondiale fait partie du problème et ne peut être la solution, et «le fait d'avoir déplacé les systèmes de production alimentaire locaux et régionaux et d'avoir diminué l'autosuffisance alimentaire des pays a rendu nombre d'entre eux plus vulnérables à la faim déclenchée par les pandémies et autres situations d'urgence». ⁷⁶ En ce sens, les agences multilatérales n'ont pas su tirer les leçons de la crise alimentaire de 2007-2008, en maintenant, voire amplifiant, les mêmes politiques néolibérales qui ont laissé les populations dangereusement exposées aux fluctuations des marchés agricoles mondiaux. La pandémie de Covid-19 a une fois de plus mis en évidence les faiblesses et le coût énorme de cette approche pour les populations.

Face aux impacts de la crise de Covid-19, certaines institutions officielles ont été forcées de reconnaître les risques de la dépendance aux marchés mondiaux, comme le montre une étude réalisée par le Conseil économique, social et environnemental du Maroc (une institution constitutionnelle marocaine de 2011) :

La particularité de la crise Covid-19 découle également du fait qu'elle a eu lieu dans un contexte marqué par une mondialisation des échanges de marchandises, des flux de capitaux et de personnes, et une prédominance des chaînes de valeurs fragmentées. Ces interdépendances ont constitué un facteur de fragilité du système économique mondial, puisqu'elles ont favorisé la propagation du choc et augmenté la vulnérabilité des pays aux perturbations des chaînes d'approvisionnement et partant à l'affaiblissement de la demande étrangère. ⁷⁷

Cela dit, en ce qui concerne les solutions possibles, l'étude maintient l'approche habituelle et illustre bien la façon dont les organisations régionales se sont tenues au cadre déterminé par leurs homologues internationaux. La CESAO a annoncé un certain nombre de dispositions, dont les plus notables sont les suivantes : «Les gouvernements arabes sont appelés à coordonner leurs actions pour maintenir ouverts les flux logistiques transfrontaliers pour les biens essentiels tels que les fournitures médicales et les denrées alimentaires... [et] les gouvernements arabes devraient envisager de supprimer tous les obstacles restants à l'accord de libre-échange de la zone panarabe (PAFTA) pour stimuler le commerce intrarégional». ⁷⁸ Ces recommandations sont les mêmes que celles formulées par un séminaire en ligne organisé par la Ligue arabe en mai 2020, à savoir :



Un agriculteur marocain récolte des pommes de terre à Tamtattouchte, au pied des montagnes du Haut Atlas.
Crédit photo : Ali Aznague.

- Tirer profit du potentiel du PAFTA en termes d'établissement de projets agricoles conjoints dont le but est d'exporter des produits alimentaires de base dans la région arabe.
- Encourager le secteur privé à investir directement dans l'agro-industrie et promouvoir les grandes entreprises qui utilisent les économies d'échelle et les technologies modernes, ce qui permet d'améliorer l'efficacité de la production.⁷⁹

Il n'y a donc rien de nouveau sous le soleil. La dépendance à l'égard des marchés étrangers, qu'ils soient mondiaux ou régionaux, continue d'être considérée comme une situation viable, voire souhaitable. L'approche dominante de la sécurité alimentaire continue de lier l'approvisionnement alimentaire des populations aux mécanismes du marché, qui donnent priorité à la génération de profits pour les entreprises privées et à la fourniture de devises fortes pour alimenter les budgets financiers des États et le remboursement de leurs dettes.

4. Surmonter la crise de Covid-19 avec équité

L'Afrique du Nord et la région arabe pourraient être un espace de coopération et de solidarité entre leurs peuples. Mais il ne verra jamais le jour si les États et les élites locales continuent de profiter de la poursuite et de l'expansion du modèle agroalimentaire actuel, fondé sur le «libre» échange et la libéralisation des marchés locaux, qui ont sévèrement affaibli la position des petit·e·s producteur·rice·s. De même, cet espace ne sera jamais créé si l'on s'évertue à poursuivre le modèle productiviste centré

sur des pratiques extractivistes, qui sont les deux faces d'une même pièce dans la région MENA, tout en ignorant l'impact de ces deux tendances sur l'environnement et la santé humaine.⁸⁰ Ce sont ces mêmes facteurs qui ont provoqué les multiples crises que l'on connaît aujourd'hui.

La gravité de la crise exige plus que des demi-mesures. Comme le précise ATTAC Maroc, elle nécessite «un changement de cap [...] pour une réponse efficace [à la pandémie] [...] orientée vers les travailleur·euse·s et les petit·e·s

producteur·rice·s». ⁸¹ Elle doit être ancrée dans l'élimination complète des causes structurelles de la dépendance alimentaire nationale et de l'absence de souveraineté alimentaire et, plus généralement, de souveraineté populaire.

Des visions alternatives pour une reprise authentiquement juste sont proposées et des mouvements sociaux du monde entier appellent à agir sur les facteurs structurels qui ont rendu tant de personnes si vulnérables. Cette dernière section présente les bases d'une telle reprise dans la région nord-africaine, fondée sur les principes de la souveraineté alimentaire, de l'agroécologie, du soutien à la petite production alimentaire et aux systèmes alimentaires localisés, et des luttes convergentes pour un véritable contrôle démocratique des systèmes agroalimentaires.

Une transition vers la souveraineté alimentaire, l'agroécologie et les systèmes de production alimentaire locaux

Des études menées par des organisations de souveraineté alimentaire et des universitaires nord-africains ont exploré en profondeur les différences entre les paradigmes de «sécurité alimentaire» et de «souveraineté alimentaire». Il est pertinent de revenir brièvement sur cette distinction, car tant les États que les institutions font un usage croissant du concept de «sécurité alimentaire» dans le contexte de la crise de Covid-19, ce qui montre que ce cadrage continue de dominer, surtout en période d'incertitude et de bouleversement.



L'oasis de Jemna, dans le sud de la Tunisie, a été dépossédée de ses terres depuis l'époque coloniale. Après la révolution de 2011, elle a connu une lutte communautaire inspirante pour récupérer la terre et la travailler collectivement. Crédit photo : Nadir Bouhmouch.

Ce cadrage n'a rien à voir avec des concepts abstraits, mais plutôt avec des choix économiques conscients qui favorisent des intérêts sociaux spécifiques. Selon la Déclaration de Nyéléni (27 février 2007, au Mali) :

La souveraineté alimentaire () place les producteurs, distributeurs et consommateurs des aliments au cœur des systèmes et politiques alimentaires en lieu et place des exigences des marchés et des transnationales. (...) Elle représente une stratégie de résistance et de démantèlement du commerce entrepreneurial et du régime alimentaire actuel [et] donne des orientations pour que les systèmes alimentaires, agricoles, halieutiques et d'élevage soient définis par les producteurs locaux.⁸²

Le Groupe de travail tunisien pour la souveraineté alimentaire partage cette vision :

La notion de souveraineté alimentaire est en contradiction avec celle de sécurité alimentaire. Alors que cette dernière appelle à s'appuyer davantage sur un mécanisme d'importation des produits alimentaires de première nécessité, la souveraineté alimentaire confère une importance absolue à la nécessité de soutenir la production locale. Et, alors que la notion de sécurité alimentaire repose sur le rôle central du marché mondial dans la question de l'approvisionnement alimentaire, la souveraineté alimentaire défend le droit des pays et des peuples à déterminer leurs propres politiques agricoles et leurs priorités alimentaires, tout en impliquant les agriculteur·rice·s dans ce processus.⁸³

En politisant les systèmes alimentaires et en plaçant les questions relatives au contrôle démocratique, aux droits et à l'action des producteur·rice·s et des consommateur·rice·s au cœur de la prise de décision relative aux systèmes agroalimentaires, la souveraineté alimentaire offre une voie radicalement différente pour sortir de la crise actuelle.

L'agroécologie, en tant que science, pratique et mouvement social, incarne ces principes de souveraineté alimentaire. Plutôt que d'offrir une solution unique basée sur la monoculture à forte intensité d'intrants, l'agroécologie est adaptée à des contextes écologiques spécifiques. En travaillant avec, plutôt que contre, les processus naturels, l'agroécologie s'oppose aux formes actuelles d'extractivisme et de (sur)exploitation des ressources naturelles dans la région MENA. En valorisant les processus d'innovation et de partage des connaissances menés par les agriculteur·rice·s, elle renforce également les capacités

des agriculteur·rice·s et de leurs organisations collectives, augmentant ainsi le contrôle local sur les systèmes alimentaires. Le temps de la transition vers un tel système est venu. Comme l'écrit l'universitaire égyptien El Nour : «Ce pourrait être le bon moment pour proposer un programme de soutien à la transition vers un système agricole alternatif [...] Ce moment exige également de repenser la fascination pour les modes de production à grande échelle et de revaloriser l'agriculture familiale à petite échelle, tout en soutenant les petit·e·s agriculteur·rice·s et la transition vers l'agroécologie».⁸⁴

Cette transition n'est réalisable qu'en adoptant une perspective internationaliste, puisque le principal obstacle à l'exercice de la souveraineté alimentaire réside dans la promotion d'un modèle néolibéral de mondialisation des entreprises, qui favorise la marchandisation de la terre, du travail, de la nourriture et d'autres ressources, accentue l'exploitation des travailleur·euse·s et laisse libre cours aux accaparements dans toute la région sous la bannière du développement capitaliste et, de plus en plus, de la «croissance verte». En même temps, l'influence des institutions mondiales (comme le FMI, la Banque mondiale et l'OMC) sur les politiques agricoles, ainsi que le pouvoir de l'industrie alimentaire et des supermarchés mondiaux, signifient que le mouvement pour une telle transition doit faire face à la concentration du pouvoir politique et économique.

Construire une lutte unie pour la souveraineté alimentaire

Contre une telle concentration de pouvoir et faire progresser la souveraineté alimentaire nécessite la convergence des luttes populaires. Comme l'explique Hamza Hamouchene :

«La souveraineté alimentaire» n'est pas seulement un concept subversif ; c'est aussi un projet de transformation sociale et économique radicale vers la souveraineté populaire des vrai·e·s producteur·rice·s d'aliments en particulier, et des opprimé·e·s en général. «La souveraineté alimentaire» est généralement liée au droit des peuples à l'autodétermination aux niveaux politique, économique, social, culturel et environnemental. Selon cette logique, toute discussion sur la souveraineté alimentaire au Maghreb/Afrique du Nord doit aborder les questions des structures injustes de pouvoir à l'échelle mondiale, de la durabilité des ressources et

*de la dépossession et de la déstabilisation historiques de la paysannerie au cours de la période coloniale et de l'ère postcoloniale par l'imposition de réformes néocoloniales-néolibérales et de programmes d'ajustement structurel.*⁸⁵

Le Réseau d'Afrique du Nord pour la souveraineté alimentaire considère que le cœur de sa mission de plaidoyer est de faire prendre conscience de ces racines mondiales et de la responsabilité du système capitaliste dans la crise, en notant que «[...] la crise sanitaire actuelle doit être analysée et comprise dans ce contexte mondial».⁸⁶

La tâche principale du Réseau consiste à soutenir et à encourager les mouvements de petit·e·s agriculteur·rice·s, de travailleur·euse·s agricoles et de consommateur·rice·s dans les zones rurales et urbaines. Il effectue ce travail en collaboration avec d'autres organisations et mouvements similaires, comme le mouvement paysan mondial La Via Campesina. Le Réseau défend une vision qui redéfinit les priorités économiques au profit de tou·te·s, en accordant une attention particulière aux besoins et aux défis de ceux et celles qui se trouvent au bas de l'échelle, plutôt que de servir les intérêts de quelques personnes et les profits des sociétés transnationales et des exportateurs de produits alimentaires.

Les acteurs puissants, qu'il s'agisse des entreprises ou de nombreux États, s'opposent aux processus véritablement démocratiques qui donneraient du pouvoir aux travailleur·euse·s. La pandémie de Covid-19 l'a révélé de manière frappante. Confrontés à la faiblesse et à la fragilité du régime alimentaire néolibéral mondialisé, les détenteurs du pouvoir et les décideurs ont répondu par des politiques qui ont maintenu, voire intensifié, les causes de la crise, avec, au mieux, des interventions limitées pour atténuer les pires impacts de la pandémie.

Au lieu de suivre cette approche habituelle, le mouvement mondial pour la souveraineté alimentaire s'efforce de suivre une voie fondamentalement différente. Comme le stipule la déclaration de Nyéléni de 2007 :

*«[Nous] nous battons [pour] un monde où tous les peuples, nations et [É]tats puissant définir leurs propres systèmes et politiques de production alimentaire, garantissant à chacun d'entre nous une alimentation de qualité, appropriée, abordable, saine et respectueuse de la culture».*⁸⁷

Surmonter la crise de Covid-19 avec équité n'exige rien de moins.

Endnotes

- 1 L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde — Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable, SOFI 2020. Disponible ici : <http://www.fao.org/publications/sofi/2020/fr/>
- 2 Le groupe de travail pour la souveraineté alimentaire - Tunisie (2019), *Notre alimentation, notre agriculture, notre souveraineté. Analyse des politiques tunisiennes à la lumière de la souveraineté alimentaire*. Disponible en arabe ici : <https://bit.ly/3CfnHMg>, 11-12.
- 3 ATTAC Maroc (2019), *Pour la souveraineté alimentaire au Maroc : Étude de terrain sur les politiques agricoles et le pillage des ressources*. Disponible en français : <https://bit.ly/3hbVJYG>. Aussi disponible en version originale arabe ici : <https://bit.ly/2VpsHx9>. Une présentation détaillée du livre est disponible en français sur le site du CADTM ici : <https://www.cadtm.org/Pour-la-souverainete-alimentaire-au-Maroc>.
- 4 Hamouchene, H. (septembre 2019), "The Algerian peasantry between colonial dispossession and the upheavals of Infatih", Disponible en anglais ici : <http://annd.org/arabwatch2019/righttofood/en/index.pdf>, 200-219. Et disponible en arabe ici : <https://bit.ly/3lhy1du>
- 5 El Nour, S. (2017), *Land, Farmers, and Investors: A study of agrarian questions in Egypt*. Cairo: Al-Maraya for Cultural Production, 1ère édition.
- 6 Le Réseau d'Afrique du Nord pour la Souveraineté Alimentaire (Avril 2020) 'Déclaration du Secrétariat régional : Pandémie de coronavirus à l'ombre de l'exploitation capitaliste et domination impérialiste des personnes et de la nature'. Disponible ici : <https://bit.ly/2X2Y4hh>
- 7 La SODEA (Société de Développement Agricole) et la SOGETA (Société de Gestion des Terres Agricoles) ont été fondées dans les années 1971-72 pour administrer une partie des terres postcoloniales récupérées après l'indépendance, pour être ensuite transférées dans des mains privées. Pour plus d'informations, voir Hakache, M. (2 mai 2019). «Maroc : le pays de qui ?». Disponible en arabe ici : <https://bit.ly/3yqMTNu>
- 8 Pour plus d'informations, voir les études menées par le Réseau d'Afrique du Nord pour la Souveraineté Alimentaire. <https://www.siyada.org/fr>
- 9 Hanieh, A. (2013), *Lineages of Revolt: Issues of Contemporary Capitalism in the Middle East*. Chicago: Haymarket Books, 85. La citation a été traduite pour le présent rapport.
- 10 Consultez les références 2, 3, 4 et 5 ci-avant.
- 11 Le Groupe de travail pour la souveraineté alimentaire - Tunisie (2019), cité précédemment.
- 12 Harrigan, J. (2014), *The Political Economy of Arab Food Sovereignty*. London: Palgrave MacMillan. La citation a été traduite pour le présent rapport.
- 13 Déclaration du Sommet arabe sur le développement économique et social au Koweït (19-20 janvier 2009), «Le programme arabe d'urgence pour la sécurité alimentaire» (en arabe).
- 14 Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (ESCWA/CESAO) (septembre 2020). 'Mitigating the Impact of Covid-19: Poverty and food insecurity in the Arab region'. Disponible en anglais ici : <https://bit.ly/3fy78KY>
- 15 L'Organisation arabe pour le développement agricole, la Ligue arabe (2018), «Rapport sur la sécurité alimentaire dans le monde arabe». Disponible en arabe ici : http://www.aoad.org/Arab_food_Security_Report_2018.pdf
- 16 Ibid. 55.
- 17 *Aljazeera Live* (15 mai 2019), «9 pays arabes importent 22 % des importations mondiales de blé». Disponible en arabe ici : <https://bit.ly/2TVxUfk>
- 18 Hamouchene, H. (septembre 2019), cité précédemment.
- 19 Groupe de la Banque mondiale (octobre 2020), «Bulletin d'information économique : Commercer Ensemble : vers une relance de l'intégration de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord à l'ère post-COVID», CHAPITRE I : «La région Moyen-Orient et Afrique du Nord face à un double choc». Disponible ici : <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/34516/211639FR.pdf>
- 20 Youssufi, S. (23 janvier 2020), «La réserve de change s'effondre à 60 millions de dollars». Disponible en arabe ici : <https://bit.ly/3fzEsb2>
- 21 Ibid.
- 22 FAO (2020), *La covid-19 et l'impact sur la sécurité alimentaire dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord: comment y répondre?* Disponible ici : <http://www.fao.org/3/ca8778fr/CA8778FR.pdf>, 17.
- 23 Ibid. 17.
- 24 FAO (2020), cité précédemment, 18.
- 25 Alarabi (21 août 2020), «Le plus grand défi... les limites de la sécurité alimentaire en Tunisie en période de Covid-19». Disponible en arabe ici : <https://bit.ly/3ipClbK>
- 26 Annassiri, M. (8 mai 2020), «La crise du coronavirus va-t-elle pousser la Tunisie à réfléchir à sa sécurité alimentaire ?». Disponible en arabe ici : <https://bit.ly/3rUbho2>. La citation a été traduite pour le présent rapport.
- 27 Ibid. La citation a été traduite pour le présent rapport.
- 28 Groupe de la Banque mondiale (octobre 2020), cité précédemment.
- 29 Ibid. 23.
- 30 L'Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques (juin 2020) «L'impact du coronavirus sur les ménages égyptiens jusqu'en mai 2020», 10-11 (en arabe). La citation a été traduite pour le présent rapport.
- 31 Metiwi, H. (18 mai 2020), «En raison du coronavirus et de la sécheresse... les agriculteurs suffoquent et la décision d'Akhannouch double leurs difficultés». Disponible en arabe ici : <https://bit.ly/2U0zPPU>. La citation a été traduite pour le présent rapport.
- 32 FAO (2020), Ibid., 12.
- 33 Ibid.
- 34 Hrizi, B. (9 novembre 2020), «Tozeur : Les agriculteurs en colère». Disponible en arabe ici : <http://www.alchourouk.com>. La citation a été traduite pour le présent rapport.
- 35 Kemmas, M. (16 avril 2020), «Le coronavirus fait exploser les revenus des petits exploitants marocains». Disponible en arabe ici : <https://bit.ly/3s08Dgz>
- 36 Ibid.
- 37 Ibid.
- 38 Maghrebi, H. (5 mai 2020), «FAO : de nombreux éleveurs mauritaniens se dirigent vers le Mali et le Sénégal à cause du coronavirus». Disponible en arabe ici : <https://bit.ly/3inPrGw>
- 39 FAO (2020), «Le COVID-19 ne pouvait arriver à un pire moment pour les communautés vulnérables d'Afrique de l'Ouest». Disponible ici : <http://www.fao.org/news/story/fr/item/1272009/icode/>

- 40 Hifsi, Sh. (20 mai 2020), «Comment la crise du coronavirus a-t-elle affecté le secteur agricole et les revenus des agriculteurs en Égypte ?». Disponible en arabe ici : <https://bit.ly/2VwwmsP>
- 41 Conseil économique, social et environnemental - Maroc (22 octobre 2020), *Les impacts sanitaires, économiques et sociaux de la pandémie de la "Covid-19" et leviers d'actions envisageables*. Disponible ici : <https://www.cese.ma/media/2020/11/E-book-Etude-covid-VF.pdf>, 31.
- 42 ATTAC Maroc. (22 juin 2020), «Apparition de foyers de pandémie parmi les travailleurs des unités de production, la pandémie pourrait être juste devant, un changement de direction nécessaire pour une réponse efficace». Disponible en arabe ici : <https://bit.ly/3rVQCjr>
- 43 Bajec, A. (25 novembre 2020), «Tunisie : La COVID-19 accroît la vulnérabilité des femmes rurales». Disponible ici : <https://www.arab-reform.net/fr/publication/tunisie-la-covid-19-accroit-la-vulnerabilite-des-femmes-rurales/>
- 44 Ibid.
- 45 Ibid.
- 46 Ibid.
- 47 Mamdouh, M. (6 mai 2020) «Égypte : Témoignages de vie réelle sur les ouvrières agricoles rurales pendant la pandémie de coronavirus». Disponible en arabe ici : <https://bit.ly/3yt1pUW>. La citation a été traduite pour le présent rapport.
- 48 ESCWA/CESAO, (septembre 2020), op.cit. La citation a été traduite pour le présent rapport.
- 49 Groupe de la Banque mondiale (octobre 2020), Ibid., 25.
- 50 Ibid., 25.
- 51 L'Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques (juin 2020), op.cit., 14 (en arabe).
- 52 Ibid., 6, 13. La citation a été traduite pour le présent rapport.
- 53 UNCHR (16 juin 2020), «Le HCR et le PAM travaillent conjointement pour fournir une aide alimentaire d'urgence à des milliers de réfugiés et de demandeurs d'asile en Libye». Disponible ici : <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2020/6/5ee88639a/hcr-pam-travaillent-conjointement-fournir-aide-alimentaire-durgence-milliers.html>
- 54 Ibid.
- 55 FAO (2020), *La covid-19 et l'impact sur la sécurité alimentaire dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord: comment y répondre?* Disponible ici : <http://www.fao.org/3/ca8778fr/CA8778FR.pdf>, 14.
- 56 Groupe de la Banque mondiale (octobre 2020), Ibid., 72.
- 57 Elkhbar (25 mars 2020), «Le ministre de l'Agriculture se veut rassurant et accuse les spéculateurs». Disponible en arabe ici : <https://bit.ly/3s3f5U7>. La citation a été traduite pour le présent rapport.
- 58 FAO (2020), Ibid. 6.
- 59 La Ligue Arabe (20 mai 2020), "Online seminar on the repercussions of the coronavirus crisis on Arab food security – report and recommendations", 29-30. La citation a été traduite pour le présent rapport.
- 60 Burnan, Y. (18 mars 2020), «Le coronavirus, les criquets et le prix du pétrole... Les catastrophes algériennes n'arrivent pas seules». Disponible en arabe ici : <https://al-ain.com/article/algeria-corona-locusts-oil-30-barrel>
- 61 Islam, H. (7 août 2020), «20 foyers quotidiens... les feux de forêt en Algérie troublent les autorités (un rapport)». Disponible en arabe ici : <https://bit.ly/3xrQSlN>
- 62 Groupe de la Banque mondiale (octobre 2020), Ibid., 22-24.
- 63 Ibid.
- 64 Metiwi, H. (18 mai 2020), «La sécheresse et le coronavirus asphyxient les agriculteurs et la décision d'Akhannouch double leurs difficultés». Disponible en arabe ici : <https://bit.ly/3s3fgPh>
- 65 Ibid.
- 66 FAO (2020), Ibid., 14.
- 67 El Nour, S. (30 mars 2020), «Les petits agriculteurs et la lutte contre le coronavirus : absents des plans de subvention, présents dans les chaînes d'approvisionnement». Disponible en arabe ici : <https://almanassa.com/ar/story/13939>. Les citations ont été traduites pour le présent rapport.
- 68 Ibid.
- 69 FAO (2020), Ibid.
- 70 Pour un examen des différentes tendances politiques en matière de transformation systémique, en l'occurrence en matière de gouvernance foncière, voir : Borras Jr, S. M., Franco, J. C., & Wang, C. (2013). The challenge of global governance of land grabbing: Changing international agricultural context and competing political views and strategies'. *Globalizations*, 10 (1), 161-179.
- 71 Groupe de la Banque mondiale (octobre 2020), Ibid., 2.
- 72 Walden B. (April 2020), 'Never Let a Good Crisis Go to Waste: The Covid-19 Pandemic and the Opportunity for Food Sovereignty.' Amsterdam: TNI. Disponible ici : https://www.tni.org/files/publication-downloads/web_covid-19.pdf, 4. Les citations ont été traduites pour le présent rapport.
- 73 Ibid. 3.
- 74 Ibid. 3.
- 75 Ibid. 3. Voir aussi, à titre d'exemple, Van der Ploeg, Jan Douwe, *Growing Back Stronger: Choosing resilient food systems in the wake of Covid-19* (2020), TNI, <https://www.tni.org/en/foodsystems>
- 76 Ibid. 5.
- 77 Conseil économique, social et environnemental - Maroc (22 octobre 2020), op.cit.
- 78 ESCWA/CESAO, (septembre 2020), op.cit., 5. La citation a été traduite pour le présent rapport.
- 79 La Ligue Arabe (20 mai 2020), op.cit. La citation a été traduite pour le présent rapport.
- 80 Hamouchene, H (2019), *Extractivisme et résistance en Afrique du Nord*. Amsterdam : Transnational Institute. Disponible ici : https://www.tni.org/files/publication-downloads/web_maghreb_fr_21-11-19.pdf
- 81 ATTAC Maroc (22 juin 2020), op.cit. La citation a été traduite pour le présent rapport.
- 82 Déclaration de Nyéléni (27 février 2007). Disponible ici : <https://nyeleni.org/spip.php?article286>
- 83 Le groupe de travail pour la souveraineté alimentaire - Tunisie (2019), Ibid. 29. La citation a été traduite pour le présent rapport.
- 84 El Nour, S. (30 mars 2020), op.cit. La citation a été traduite pour le présent rapport.
- 85 ATTAC Maroc (2019), op.cit. La citation a été traduite pour le présent rapport.
- 86 Déclaration du Réseau d'Afrique du Nord pour la souveraineté alimentaire (avril 2020), «Pandémie de coronavirus à l'ombre de l'exploitation capitaliste et domination impérialiste des personnes et de la nature». Disponible ici : <https://www.siyada.org/fr/siyada-board/declarations/declaration-du-secretariat-regional-pandemie-de-coronavirus-a-lombre-de-l'exploitation-capitaliste-et-domination-imperialiste-des-personnes-et-de-la-nature/>
- 87 Déclaration de Nyéléni, cité précédemment.



Le Transnational Institute (TNI) est un institut de recherche et de plaidoyer international engagé pour la construction d'une planète juste, démocratique et durable. Depuis plus de 40 ans, TNI est un espace de connexion entre mouvements sociaux, universitaires engagés et décideurs politiques.

www.TNI.org



Le Réseau d'Afrique du Nord pour la souveraineté alimentaire est une structure unificatrice qui comprend des organisations paysannes et des associations de base, des syndicats d'agriculteurs, de travailleurs agricoles, de pêcheurs et des mouvements sociaux. Le réseau s'efforce de réaliser la souveraineté alimentaire, la justice climatique et environnementale en Afrique du Nord.

www.siyada.org